

d'influer sur la manière dont elle s'adaptera à son nouveau statut et à ses nouveaux rôles.

La Chine est une superpuissance économique potentielle; nous devons l'encourager à apporter des modifications aux plans du processus politique, du respect des droits de la personne et du développement démocratique.

Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier la Russie. Son rôle de partenaire régional et mondial doit être reconnu en dépit de l'existence de différends bilatéraux spécifiques. Il serait en effet vain d'espérer amener la stabilité où que ce soit sur le globe, ou la coopération dans la région Asie-Pacifique sans la participation de la Russie.

Une région Asie-Pacifique forte, travaillant en harmonie et harnachant les forces de tous ses membres, du Japon au Canada, des États-Unis à la Corée, de l'ANASE à l'Australie, tiendra un rôle collectif dans l'édification de systèmes globaux et de la stabilité mondiale.

Le quatrième défi ou centre d'intérêt qui nous occupe est le partage de la prospérité, c'est-à-dire l'obligation d'étendre à tous les pays de la région et de la terre les avantages de la croissance économique et du progrès.

De nombreuses voies s'offrent pour atteindre cet objectif. Les plus importantes sont sans doute le marché libre, la libéralisation du commerce et le développement coopératif.

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) demeure l'instrument de prédilection pour atteindre ces objectifs. Le Canada continue de souhaiter ardemment la réussite des négociations de l'Uruguay Round et la participation active du Japon à ce processus est essentielle.

Je m'en voudrais de ne pas aborder spécifiquement l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'ALENA doit être vu comme une étape logique vers une libéralisation du marché mondial. L'Amérique du Nord n'est pas et ne deviendra pas un bloc commercial. Certains de nos partenaires d'outre-Pacifique se posent des questions au sujet de l'Accord et le Canada souhaite vivement les rassurer. J'insiste encore une fois sur le fait que les membres de l'ALENA ne constituent pas un bloc commercial; cette hypothèse est à rejeter une fois pour toute.

Le Canada et le Japon sont des partenaires régionaux et mondiaux naturels. J'irais même jusqu'à dire que nous avons la responsabilité d'être des partenaires. S'il n'y a pas concertation entre nous, nos intérêts régionaux et globaux en souffriront.